

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n° 2022/04/15

date de dépôt : 7 avril 2022

date d'affichage en mairie : 14 AVR. 2022

demandeur : Mme MERCAN DERYA / M.
MERCAN GUZEL

pour : SUPPRESSION DE LA PISCINE DE 12 M²

adresse terrain : 67 RUE DU 19 MARS 1962,
JASSANS-RIOTTIER (01480)

ARRÊTÉ

accordant un permis de construire modificatif au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER

Le maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu la demande de permis de construire modificatif pour une maison individuelle présentée le 7 avril 2022 par Mme MERCAN DERYA / M. MERCAN GUZEL demeurant 491 RUE SAINT EXUPERY, à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;

Vu l'objet de la demande :

- SUPPRESSION DE LA PISCINE DE 12 M²,
- sur un terrain situé 67 RUE DU 19 MARS 1962 à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et mis à jour le 27 janvier 2017 et modifié le 29 mars 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de JASSANS-RIOTTIER ;

Vu la non-opposition à la déclaration préalable n° DP 01 194 19 0012 du 8 avril 2019 pour l'aménagement de deux lots à bâtir ;

Vu l'engagement de la SARL TC PROMOTION à prendre en charge les frais d'extension du raccordement électrique en date du 4 avril 2019 ;

Vu le permis de construire initial n° PC 001 194 19 00005 délivré le 12 juillet 2019 à Mme MERCAN DERYA et M. MERCAN GUZEL ;

Vu le permis de construire modificatif n° PC 001 194 19 00005 M01 autorisé 12 janvier 2021 au bénéfice de Mme MERCAN DERYA et M. MERCAN GUZEL.

Vu le permis de construire modificatif n° PC 001 194 19 00005 M02 autorisé 10 septembre 2021 au bénéfice de Mme MERCAN DERYA et M. MERCAN GUZEL.

ARRÊTE

Article 1 :

Le permis de construire modificatif est ACCORDE.

Article 2 :

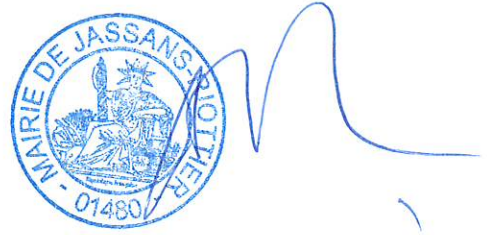
Les prescriptions du permis de construire initial, non modifiées par la présente décision, sont maintenues.

Article 3 :

La présente autorisation n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial.

Fait à JASSANS-RIOTTIER, le 22 avril 2022

Le Maire
Jean-Pierre REVERCHON



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de cette transmission.

INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT

- Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

- L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé (notamment obligations contractuelles, servitudes de droit privé telles que les servitudes de vues, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage, règles contractuelles du cahier des charges de lotissement, ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

- Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau de plus de 80 centimètres visible de la voie publique décrivant le projet. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro de permis, et s'il y a lieu le nom de l'architecte auteur du projet, la superficie du terrain, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté ainsi que la date du début d'affichage de l'autorisation en mairie. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation ainsi qu'à son bénéficiaire. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

- Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut également être saisi d'une requête sur le site internet : www.telerecours.fr.

- Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.